



Anseeuw Ward, Liz Alden Wily, Lorenzo Cotula, Michael Taylor

« [Land Rights and the Rush for Land](#) », International Land Coalition, 2012.

Arezki Rabah, Christian Bogmans, Harris Selod

« [The Globalization of Farmland: Theory and Empirical Evidence](#) », FMI, June 2018.

Brugvin Thierry

« [L'accaparement des terres agricoles du Sud renforce les famines](#) », *Le Monde*, 24 février 2018.

Cotula Lorenzo, Sonja Vermeulen, Rebeca Leonard and James Keeley

[Land grab or development opportunity? Agricultural investment and international land deals in Africa](#), FAO, IIED, IFAD, 2009.

Deininger Klaus, Derek Byerlee

[Rising Global Interest in Farmland. Can It Yield Sustainable and Equitable Benefits?](#)

The World Bank, 2011

Grain

[The global farmland grab in 2016. How Big, How Bad?](#), June 2016.

International Land Coalition

[Land Matrix](#)

Land Rights Now/Oxfam

[Gardiens des terres, défenseurs de notre avenir](#), septembre 2016

Oxfam

« [2,5 milliards de personnes sont menacées par la faim et la pauvreté si leurs droits fonciers ne sont pas protégés](#) », mars 2016

« [Questions et réponses sur les accaparements de terres](#) »

Pearce Fred

[Terres communes. Sécuriser les droits fonciers et protéger la planète](#)

Land Rights Now/Oxfam, 2016

People's Alliance Against Eviction

[Stop Land Grabs](#). Declaration of the Social Movements, October 30, 2018

Terre de Liens

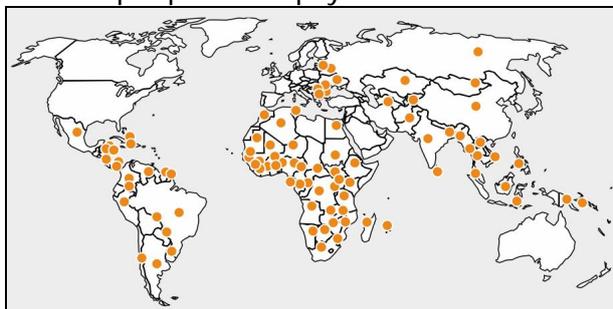
« [Censure de la loi contre l'accaparement des terres par les Sages](#) : Terre de Liens affirme la nécessité de la régulation du marché foncier agricole », 24 mars 2017.

L'une des dimensions nouvelles de la mondialisation est le phénomène croissant d'achats de terre par des investisseurs étrangers. Il a pris une ampleur particulière après le boom des prix agricoles de 2007–08. S'il est difficile de mesurer avec précision son extension, on dispose cependant de la base de données [Land Matrix](#) - élaborée par un collectif d'ONG - qui en donne une image suffisamment représentative¹.

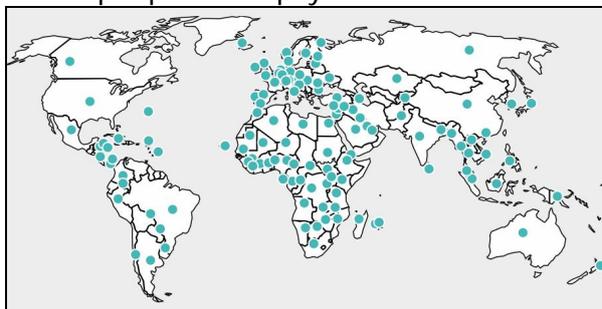
La question des effets sociaux de ce type d'investissement ne sera pas abordée ici. On se bornera à reprendre les conclusions d'un rapport de l'*International Land Coalition*². Il souligne que « le modèle dominant d'acquisition de terres à grande échelle a mis en péril les droits et les moyens de subsistance des communautés rurales » et que rien ne permet d'invalider l'idée qu'il s'agit d'accaparement de terres (*land grabbing*).

L'intérêt des données de *Land Matrix* est de montrer le caractère très généralisé du phénomène. A peu près tous les pays - hormis l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest - sont concernés comme « receveurs » (graphique 1). Mais, et c'était *a priori* moins intuitif, c'est tout aussi vrai pour les pays « émetteurs » (graphique 2). Cela veut dire qu'il existe des investissements croisés, notamment en Afrique.

Graphique 1. Les pays « receveurs »



Graphique 2. Les pays « investisseurs »

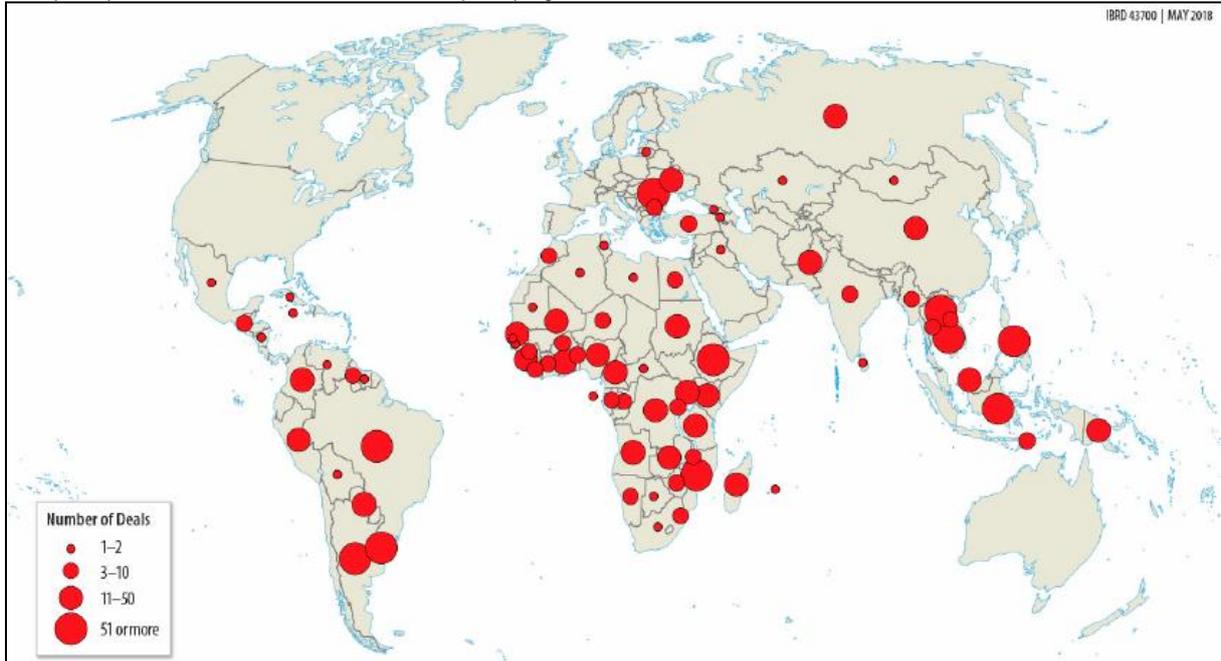


Cependant les graphiques précédents ne tiennent pas compte de la taille des investissements. Le graphique 3 ci-dessous donne une image plus fidèle de l'intensité du phénomène dans les pays « receveurs. »

¹ Elle est en tout cas utilisée par le document du FMI cité plus bas.

² Ward Anseeuw, Liz Alden Wily, Lorenzo Cotula, Michael Taylor, [Land Rights and the Rush for Land](#), International Land Coalition, 2012.

Graphique 3. Nombre de contrats par pays « receveurs »



Les données disponibles permettent ensuite de repérer les principaux pays concernés. Du côté des principaux pays investisseurs, on trouve les Etats-Unis en tête, avec 8,2 millions d'hectares recensés (tableau 1). La Chine ne vient qu'en quatrième position, après la Malaisie et Singapour. Du côté des pays «receveurs (tableau 2), il est frappant de constater l'ampleur des surfaces rapportées à l'étendue de certains pays. Cependant ces données ne rendent pas non plus compte de l'enchevêtrement des investissements, ni des spécialisations. C'est ce qui permettrait sans doute d'expliquer pourquoi le Brésil a vendu 2,4 millions d'hectares à des investisseurs étrangers, mais en détient 3 millions dans d'autres pays.

Tableau 1

Les 10 principaux pays « investisseurs »

Etats-Unis	8,2
Malaisie	4,2
Singapour	3,4
Chine	3,2
Brésil	2,4
Émirats Arabes Unis	2,3
Royaume-Uni	2,2
Inde	2,1
Pays-Bas	1,9
Arabie Saoudite	1,6

En millions d'hectares

Tableau 2

Les 10 principaux pays « receveurs »

République démocratique du Congo	5,2
Nouvelle Papouasie	3,8
Indonésie	3,2
Brésil	3,0
Ukraine	2,7
Sud Soudan	2,7
Mozambique	2,5
Russie	2,4
Congo	2,3
Libéria	1,9

Enfin, les tableaux 3 et 4 ci-dessous donnent, pour la Chine et les Etats-Unis, la répartition par zones de leurs achats de terre à l'étranger. Le principal résultat est sans doute, contrairement à une idée reçue, que la présence des Etats-Unis en Afrique est nettement supérieure à celle de la Chine.

Tableau 3
Les régions où investit la Chine

Afrique	2,5
Asie	1,5
Amérique du sud	0,8
Europe de l'Est	0,3
Total	5,0

Tableau 4
Les régions où investissent les Etats-Unis

Afrique	3,7
Mélanésie	2,0
Amérique latine	1,5
Europe de l'Est	0,9
Asie	0,1
Total	8,2

En millions d'hectares

Dans une étude du FMI, les auteurs posent une question importante, en se demandant si le produit des terres achetées est plutôt destiné au marché mondial ou à celui du pays investisseur. A partir d'un modèle d'une sophistication échevelé et qui utilise les données de *Land Matrix*, ils montrent que les achats de terre relèvent plutôt d'un « investissement visant à l'indépendance alimentaire que d'une plate-forme de recherche de profit³. »

³ Rabah Arezki, Christian Bogmans, Harris Selod, « [The Globalization of Farmland: Theory and Empirical Evidence](#) », IMF working paper, June 2018.